

## Du second rôle au mauvais rôle



Après l'Autriche et les Pays-Bas, et avant le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie, la France est l'un des terrains où la solidité de l'Union européenne est actuellement mise à l'épreuve. Les campagnes électorales et référendaires, dans la mesure où elles cristallisent le débat public, y compris sur l'Europe, permettent de s'interroger sur le rôle qu'elle joue dans ces débats nationaux.

A ce titre, l'intérêt que les citoyens des autres Etats membres portent aux campagnes politiques successives est sûrement le premier signe de l'importance prise par l'UE. Certes, les campagnes électorales nationales perturbent toujours bien plus l'agenda européen que l'Europe ne perturbe les campagnes nationales. Mais alors que, jusqu'à récemment, les enjeux européens étaient à peine mentionnés dans les campagnes politiques nationales – même dans les élections européennes, ils ne jouaient pas un rôle prépondérant ! –, la situation a largement évolué au cours des deux dernières années. La campagne présidentielle en France en est un bon exemple. On parle davantage d'Europe, sans pour autant en parler mieux.

L'intérêt des citoyens pour l'Europe est souvent présenté comme ayant connu deux grandes phases. Jusqu'au traité de Maastricht aurait régné un " consensus permissif ", les élites disposant d'un chèque en blanc pour faire progresser la construction européenne à leur guise. Maastricht aurait, dès lors, sonné le réveil des peuples. Le non danois (et le très timide oui français) au référendum ont amorcé une phase, ininterrompue jusqu'ici, de " dissensus contraignant " au cours de laquelle les élites ont dû commencer à rendre des comptes sur l'Europe à des peuples en désaccord avec ses grandes orientations. L'intégration européenne serait devenue progressivement plus politisée.

Dans les faits, on peine pourtant souvent à déceler un véritable intérêt des citoyens pour l'Europe, lequel devrait logiquement être le prérequis d'une telle politisation. Du coup, d'autres thèses, notamment celle de l'indifférence, semblent aussi crédibles. Tout au plus peut-on en conclure que les citoyens sont de plus en plus en conflit avec les élites sur la portée du projet européen, comme sur bien d'autres sujets. Car les partis au pouvoir sont eux-mêmes largement discrédités et, même là où l'Europe a moins fait parler d'elle, les majorités au pouvoir se sont effritées : c'est le cas en Espagne, à Chypre, en Bulgarie et en Irlande, mais cela l'a été aussi lors du référendum italien de décembre 2016.

Pour tenter de savoir comment l'Europe est arrivée sur le devant de la scène politico-médiatique, il faut d'abord se demander à qui sert l'Europe. Car le rôle que l'UE joue dans le débat public est avant tout celui que lui confient les médias et les acteurs politiques nationaux, ses principaux relais. A cet égard, deux grands usages de l'Europe se font actuellement face.

D'une part, l'UE est appelée par un ensemble d'opposants politiques à jouer un rôle d'arbitre. Faute d'avoir gagné sur le terrain électoral, des groupes protestataires en Hongrie, en Pologne ou en Roumanie en appellent à l'Europe pour défendre les droits et progrès structurels et sociaux qu'ils considèrent comme ayant été largement le fruit de leur adhésion à l'Union. L'Europe peut aussi compter sur le ralliement des partis indépendantistes, qui souhaitent surtout conserver les dispositions concernant la politique régionale.

D'autre part, le débat s'articule désormais autour de partis populistes pour lesquels la critique de l'Europe n'était qu'une critique du système parmi d'autres et qui, en se recentrant sur cette question, ont connu une véritable montée en puissance. Pour eux, l'Europe a un rôle de " tête de Turc ". A tel point que la notion d'euroscpticisme est devenue quasi synonyme de celle de populisme.

Somme toute, non seulement les leaders d'opinion sur l'Europe sont clairement ceux qui s'opposent à elle, mais le fait que l'UE soit devenue un sujet grâce à ses pourfendeurs semble en dire beaucoup aussi sur ses défenseurs. S'exprimer quand on n'a rien de neuf à proposer, certainement l'un des travers de la démocratie, semble s'imposer aux grands partis europhiles, y compris dans les pays où la compétition ne se structure pas autour de ce clivage, comme en Allemagne, où le SPD et la CDU n'ont pas de raison de s'écharper sur le sujet.

En réalité, la question n'est pas binaire. Il ne s'agit pas de choisir entre plus ou moins d'Europe, mais plutôt de se demander : quelle Europe ? La vision qui inscrit l'Union dans le clivage lié à la mondialisation simplifie un ensemble de problèmes techniques en une thématique moins complexe pour le citoyen britannique, français, néerlandais et même peut-être bientôt turc.

Or, en simplifiant à l'extrême les termes du débat, on oublie qu'une pluralité de problèmes se posent à l'Europe comme aux Etats. La question de l'existence institutionnelle de -l'Europe cohabite forcément avec celle de la direction qui lui est donnée par les politiques publiques. L'Europe demeure largement un sujet " à part " : un thème, parmi d'autres, d'un débat entre candidats.

Or, l'Europe n'est pas juste un pan de la politique étrangère ou économique des Etats membres, c'est un ensemble de -politiques publiques qui, parce qu'elles sont plus régulatrices que redistributives, ne touchent qu'indirectement les -citoyens. Ne toujours pas admettre que l'Europe est partout, c'est tronquer le débat public, non seulement sur l'Europe, mais dans son ensemble.

**Par Camille Kelbel**

© Le Monde

---

◀ **article précédent**  
**les frontières sont des portes Alors,...**

**article suivant** ▶  
**corpsdécodés sémiologie...**